

# *Un journal américain publie un article contre la désignation de Cuba comme pays terroriste*

---



Washington, 7 janvier (RHC) La désignation de Cuba sur la liste des parrains du terrorisme est encore plus insensible et injustifiée aujourd'hui, alors que Cuba souffre de la pire crise économique de son histoire contemporaine à cause de la politique américaine.

C'est ce qu'avertit un article publié dans le journal *The Hill* (1) faisant référence à la mesure coercitive réimposée il y a trois ans ce mois-ci par le président de l'époque, Donald Trump, "en guise d'adieu quelques jours avant qu'il ne quitte ses fonctions".

Trump a placé Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme (SSOT), ce qui a déclenché une série de nouvelles sanctions contre la nation insulaire, souligne le texte.

Voici le texte intégral de l'article de *The Hill*

L'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme a eu des conséquences néfastes

PAR MICHAEL GALANT, CONTRIBUTEUR D'OPINION

Il y a trois ans ce mois-ci, quelques jours avant de quitter ses fonctions, Donald Trump a placé Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme (SSOT), déclenchant une série de nouvelles sanctions à l'encontre de la nation insulaire. Le mois dernier, des membres du Congrès se sont déclarés "furieux" après avoir appris que, malgré les assurances données, le président Biden n'avait même pas entamé le processus de réexamen de cette décision.

La désignation SSOT de Cuba était insensée et injustifiable lorsqu'elle a été instituée à la grande consternation du président Trump. Elle est encore plus insensée et injustifiable aujourd'hui, alors que Cuba subit la pire crise économique et humanitaire de son histoire contemporaine, en grande partie à cause de la politique américaine.

L'embargo américain sur Cuba est en place depuis plus de 60 ans. Au cours de cette période, il a eu pour principal effet d'appauvrir le peuple cubain. Les sanctions américaines ont privé l'économie cubaine de plus de 130 milliards de dollars, entravé l'accès des civils aux biens essentiels tels que la nourriture, le carburant et les médicaments, exacerbé la faim et la pauvreté et systématiquement porté atteinte aux droits de l'homme fondamentaux. Les preuves que les sanctions économiques générales nuisent aux civils dans les pays ciblés sont accablantes. On peut même dire que c'est le but recherché.

En 2014, le président Obama a rompu avec un demi-siècle d'hostilité systématique, en prenant des mesures modestes mais significatives pour dégeler les relations diplomatiques et apporter un certain soulagement à l'économie cubaine privée de sanctions, notamment en supprimant la désignation SSOT que le président Reagan avait imposée au plus profond de la guerre froide. Alors que M. Trump s'est attaqué à ces fragiles avancées, de nombreux Cubains et Américains ont vu dans l'élection de M. Biden une chance de revenir sur la voie tracée par son ancien colistier.

Mais malgré les promesses de campagne, Biden s'est avéré être plus Trump qu'Obama. La désignation de SSOT est un cas particulièrement flagrant.

Cette désignation s'accompagne d'une série de sanctions, notamment de restrictions en matière d'aide étrangère, de financement et de produits de défense. Les entreprises et les institutions financières, dont un grand nombre ne sont pas américaines, choisissent souvent de rompre tout lien avec Cuba plutôt que de risquer d'être elles-mêmes sanctionnées pour association avec un "sponsor de la terreur".

En fait, le SSOT étend les restrictions financières américaines à l'échelle internationale, coupant le peuple cubain du système financier mondial. Des entrepreneurs cubains incapables d'accéder au financement, des groupes religieux empêchés de faire des dons humanitaires, des Cubains à l'étranger privés de comptes bancaires ou empêchés d'envoyer de l'argent à leur famille restée au pays, voilà quelques-uns des impacts documentés de la désignation.

En grande partie à cause du durcissement des sanctions sous Trump, Cuba est aujourd'hui confrontée à sa pire crise humanitaire depuis des décennies. En retour, des centaines de milliers de Cubains ont quitté l'île à la recherche d'une sécurité économique aux États-Unis.

Mais la désignation SSOT n'est pas seulement profondément nuisible. Elle est également sans fondement.

L'affirmation de M. Trump selon laquelle Cuba soutient le terrorisme repose principalement sur le fait qu'elle accueille dix membres du mouvement de guérilla colombien, l'Armée de libération nationale (ELN). Or, les membres de l'ELN sont d'abord venus à Cuba pour participer à des pourparlers de paix avec le gouvernement colombien, négociés par Cuba à la demande de la Colombie. Ces négociations ont temporairement échoué suite à l'attaque d'un poste de police colombien par une faction de l'ELN opposée aux pourparlers. L'extradition d'une partie aux pourparlers de paix aurait constitué une violation du rôle légal de Cuba en tant que garant des pourparlers de paix. La Norvège, autre garant, est d'accord.

En outre, depuis cette époque, Gustavo Petro a été élu président de la Colombie sur la base d'un programme de "paix totale", avec l'intention de reprendre les négociations. Gustavo Petro a retiré la demande d'extradition et a personnellement appelé à retirer la désignation SSOT.

En fait, de hauts fonctionnaires des administrations démocrate et républicaine ont qualifié l'étiquette SSOT de "bidon" et d'"absurde". L'ancien chef de cabinet de Colin Powell l'a qualifiée de "fiction que nous

avons créée [...] pour renforcer la justification du blocus".

Pourtant, l'administration Biden a maintenu la désignation infondée de Trump. On ne sait pas très bien pourquoi.

Le sénateur Bob Menendez (D-N.J.), qui avait utilisé sa position de président de la commission sénatoriale des affaires étrangères pour bloquer toute mesure d'aide à Cuba, a récemment été contraint de démissionner à la suite de son inculpation pour corruption. Les accusations selon lesquelles Cuba visait les fonctionnaires américains avec des armes futuristes, que Trump a utilisées comme prétexte pour sa répression, ont sans surprise été démenties. Et les démocrates n'ont guère de raisons stratégiques de permettre à un petit groupe de partisans de la ligne dure en Floride de prendre en otage leurs décisions politiques.

Entre-temps, presque tous les pays du monde s'opposent à l'embargo. Les dirigeants latino-américains, en particulier, ont critiqué la politique américaine à l'égard de Cuba, considérée comme une manifestation de la doctrine Monroe, vieille de 200 ans. La majorité des électeurs démocrates et républicains souhaitent la fin de l'embargo. De plus, comme l'ont souligné un certain nombre d'alliés de M. Biden au Congrès, l'assouplissement des sanctions à l'encontre de Cuba et du Venezuela pourrait atténuer les migrations vers la frontière méridionale. La cote de popularité de M. Biden en matière de politique étrangère étant déjà au plus bas, le retour à l'approche populaire de M. Obama présente peu de risques et un fort potentiel de récompense.

L'annulation complète de l'embargo - un aspect clé des récents appels du Congrès à annuler la Doctrine Monroe - peut prendre un certain temps. Mais la radiation de Cuba de la liste des pays en développement sans littoral est un premier pas simple à franchir. Des groupes religieux, des avocats, des entrepreneurs cubains et américains et plus de 100 membres du Congrès ont déjà demandé à Joe Biden de le faire.

Étiqueter Cuba comme un État soutenant le terrorisme est une fiction aux conséquences mortelles. Il est temps pour Biden de faire face aux faits et de rompre avec Trump sur Cuba.

Michael Galant est associé principal de recherche et de sensibilisation au Center for Economic and Policy Research à Washington, D.C.

(1)The Hill est un journal américain et un média numérique basé à Washington, D. C., fondé en 1994. Son nom fait référence au Capitol Hill où sont situées la plupart des institutions politiques fédérales américaines.

Il se concentre sur la politique, les affaires et les relations internationales et traite notamment du Congrès des États-Unis, de la présidence et du pouvoir exécutif, ainsi que des campagnes électorales. The Hill décrit ses publications comme des « reportages non partisans sur les rouages du gouvernement et les liens entre la politique et les affaires »

Le principal média de la société est thehill.com. Une version papier est également distribuée gratuitement autour de Washington et dans tous les bureaux du Congrès. Il appartient au groupe Nexstar Media (en) depuis 2021.

---

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/343851-un-journal-americain-publie-un-article-contre-la-designation-de-cuba-comme-pays-terroriste>



**Radio Habana Cuba**